



PRÉFET DE LA MOSELLE

**Préfecture**  
Direction des Libertés Publiques

## ARRÊTE

**n° 2011-DLP/BUPE-42 du - 3 FEV. 2011**

**prescrivant la fourniture par Electricité de France de mesures de la  
radioactivité dans les eaux souterraines du site de LA MAXE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** le Code de l'Environnement, notamment ses livres V ;

**VU** le Code de la Santé Publique, en particulier ses articles R.1333-11 et R.1133-11-1 ;

**VU** l'arrêté interministériel du 25 mai 2005 relatif aux activités professionnelles mettant en œuvre des matières premières contenant naturellement des radionucléides non utilisés en raison de leurs propriétés radioactives ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**VU** l'arrêté n° DCTAJ-2010-97 du 30 décembre 2010 portant délégation de signature en faveur de M. Jean-Francis TREFFEL, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2005-AG/2-425 du 7 novembre 2005 ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2006-DEDD/1-234 du 13 juin 2006 ;

**VU** l'étude générique intitulée « radioactivité naturelle des cendres de charbon – étude de l'exposition de la population aux rayonnements ionisants d'origine naturelle » du 06 septembre 2007 établie par Electricité de France ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 2 décembre 2010 ;

**VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 5 janvier 2011 ;

Considérant qu'il ressort de l'avis du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire, en date du 7 novembre 2008, qu'une révision de la surveillance environnementale des sites de stockage ou d'entreposage de déchets contenant de la radioactivité naturelle renforcée est nécessaire, afin de contrôler l'existence d'un éventuel marquage radioactif des eaux souterraines ;

Considérant que l'étude générique visée ci-dessus repose sur des modélisations génériques qu'il y a lieu de vérifier *in situ* par la réalisation d'un nombre limité de mesures de radioactivité afin de s'assurer de l'absence d'impact sanitaire et environnemental des stockages de cendres ;

Considérant qu'en vertu de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, le préfet peut prescrire toutes mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du même code ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture

## ARRETE

**Article 1er :** Electricité de France, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé 22-30 avenue de Wagram à Paris, est tenu, pour son établissement situé à LA MAXE (centrale thermique) et WOIPPY (parc à cendres), de fournir à l'inspection des installations classées :

- I.- dans les douze mois suivant la notification du présent arrêté : les résultats d'analyses issus de deux campagnes de prélèvement d'eaux souterraines représentatives d'un éventuel marquage par des radioéléments issus des entreposages de cendres du site ; les prélèvements et analyses sont réalisés suivant les modalités fixées à l'article suivant ; les résultats de la première campagne sont transmis dès leur disponibilité sans attendre la seconde campagne ;
- II.- dans les trois mois suivant la transmission des derniers résultats mentionnés au I : un rapport statuant sur la nécessité ou l'absence de nécessité de poursuivre une surveillance radiologique des eaux souterraines, ainsi que sur la nécessité ou l'absence de nécessité de mettre à jour l'étude générique d'exposition de la population aux rayonnements ionisants d'origine naturelle visée ci-dessus ;
- III.- dans les six mois suivant la transmission du rapport mentionné au II : une mise à jour de l'étude générique précitée, si ce rapport conclut à la nécessité d'une telle mise à jour.

**Article 2 :** Les deux campagnes de prélèvements des eaux souterraines mentionnées au I de l'article précédent sont réalisées l'une en période de hautes eaux et l'autre en période de basses eaux.

La surveillance porte sur l'ensemble des ouvrages suivants :

- Parc à cendres volantes de WOIPPY :

Piezomètres 413, 415, 422 et 430.

Les prélèvements et analyses sont réalisés suivant le protocole défini par le guide IRSN DEI/SARG/08-036, aux fins de recherche et de quantification des éléments suivants :

- radioéléments émetteurs alpha totaux
- radioéléments émetteurs bêta totaux
- $^{40}\text{K}$
- famille de  $^{238}\text{U}$  : *a minima*  $^{238}\text{U} + ^{234}\text{U} + ^{226}\text{Ra} + ^{210}\text{Pb}$
- famille de  $^{232}\text{Th}$  : *a minima*  $^{232}\text{Th} + ^{228}\text{Ra} + ^{228}\text{Th}$
- famille de  $^{235}\text{U}$  (si pertinent, peut être déduite par approximation de la famille de  $^{238}\text{U}$ ).

Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé pour les mesures de la radioactivité dans l'environnement au titre des articles R.1333-11 et R.1333-11-1 du Code de la Santé Publique, ou par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire. Les résultats demandés au I de l'article précédent peuvent être obtenus au moyen de prélèvements d'eaux souterraines réalisés antérieurement à la notification du présent arrêté s'ils datent de moins de douze mois.

**Article 3 :** L'exploitant assume l'ensemble des charges liées à la fourniture des éléments demandés.

**Article 4 :** En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures de sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement (livre V, titre 1).

**Article 5 :** Délais et voies de recours :

En vertu des dispositions du décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

**Article 6 :** Information des tiers :

1) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de La Maxe et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de La Maxe.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

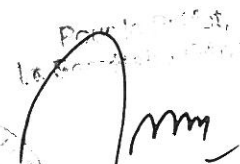

3) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

**Article 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, la sous-préfète de METZ CAMPAGNE, le maire de La Maxe, les inspecteurs des installations classées, et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

POUR COPIE CONFORME  
Pour le Préfet,  
Le Chef de Bureau

  
Roland LANGENFELD

LE PREFET,

  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général  
  
Sécheret - MOSEL

